

Juin 2008

La CFE-CGC au CES pour une Europe des transports socialement durables

Huguette Viglietti, déléguée nationale CFE-CGC au Développement durable a représenté la CFE-CGC lors du colloque « **Agir pour des transports écologiquement, socialement et économiquement durables** », qui s'est tenu au Conseil économique et social le 19 juin.

Elle participait à la table-ronde intitulée « Les transports dans le Grenelle de l'environnement. Les avancées proposées et les incertitudes ». L'objectif était, pour les participants, de discuter du projet de loi présenté en Conseil des ministres le 11 juin dernier.

Ce texte très attendu devrait être examiné par le Parlement à la rentrée.

Le projet de loi va, pour l'essentiel, dans le sens des conclusions du Grenelle de l'Environnement dans lequel la CFE-CGC s'est largement impliquée.

Pour une politique de complémentarité des transports

L'Europe des transports est devenue une nécessité et une urgence pour faire face au développement croissant des échanges et au besoin de déplacements des citoyens européens, pour accroître la compétitivité des entreprises et renforcer leur position sur le marché mondial.

Huguette Viglietti a rappelé que l'objectif, pour ce qui est des transports, est le transfert du « routier » vers les autres modes : le ferroviaire, le fluvial, le maritime, (renforcement et accessibilité des ports,) les liaisons transport aérien/rail, le développement des transports en commun. Ainsi, le développement de l'intermodalité va nécessiter la création ou le développement de véritables plateformes multimodales pour faciliter les échanges :

- entre les modes de transport,
- entre échelles de déplacement : Europe, France, régions, locales.

Seule une politique de complémentarité des moyens de transport permettra d'obtenir et de garantir individuellement, au niveau de chaque Etat, et collectivement au niveau de l'Europe, le respect de l'environnement et ses enjeux touchant la biodiversité, le cadre de vie, les paysages et sites naturel tout en préservant :

- La qualité de service,
- La sûreté et la sécurité
- L'emploi des salariés français

Pour un Grenelle social européen

Dans un souci de cohésion sociale, la réorganisation des transports doit garantir les meilleures conditions de vie et de travail des citoyens (formation professionnelle, santé au travail...).

Pour la CFE-CGC, il faut construire une Europe sociale avec une harmonisation des conditions de travail. Les entreprises, publiques ou privées, chargées de missions de services publics, sont de plus en plus exposées à la concurrence avec une intensité inégale selon les secteurs. Des mécanismes doivent

être mis en place en matière de transparence et de protection contre des abus entraînant des distorsions de concurrence. Dès lors, la CFE-CGC milite pour un Grenelle social européen.

Les propositions de la CFE-CGC

Pour Huguette Viglietti, cela suppose la mise en œuvre de divers moyens tels que :

- Harmonisation des formations professionnelles, avec des contenus communs,
- Transposition des diplômes, titres et autres certifications professionnelles, pour une reconnaissance de ces qualifications à un niveau européen.
- Harmonisation progressive des règles sociales vers les niveaux les mieux disants
- Harmonisation dans les transports « terrestres » des réglementations en matière de circulation (comme cela existe dans le maritime)
- Reconnaissance professionnelle par une définition européenne du statut du personnel d'encadrement.

Cette démarche nécessite une volonté politique européenne forte. La CFE-CGC demande dès à présent la création d'une commission paritaire au niveau européen afin de contribuer et participer à la mise en place de cette politique.

Huguette Viglietti, déléguée nationale CFE-CGC

[Huquette.viglietti@cfecgc.fr](mailto:Huguette.viglietti@cfecgc.fr)